



Le Président Ndayishimiye remercie les chrétiens pour leurs prières



A l'occasion de la célébration du 3^{ème} anniversaire au pouvoir, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est joint aux chrétiens de l'Eglise de Pentecôte de Ntahangwa, le 18 Juin 2023 en Mairie de Bujumbura.

Dans sa prédication, Révérend Pasteur Onesphore RUKWIRIRIKANYA a insisté sur la sanctification du peuple de Dieu car selon lui, le monde sombre de plus en plus dans des ténèbres à cause du péché. "Nul n'est sensé vivre avec le Saint Esprit s'il entretient la haine et les divisions dans son cœur, s'il est voleur, criminel, ou se comporte contrairement à la parole de Dieu", a martelé Révé-

rend Pasteur RUKWIRIRIKANYA. "Au moment où les gens d'Israël guérissaient de leurs maladies, se déchaînaient des démons, les grands surveillaient Jésus, le Messie pour l'accuser de dérapages", a dit le Pasteur éveillant l'esprit des Chrétiens qui occupent les postes de prise de décisions d'être fidèles et inspirer la confiance à leurs Supérieurs. "Je viens vous remercier pour vos prières, soutien indéniable dans la construction du royaume de Dieu au Burundi", a introduit le Chef de l'Etat burundais, fier de chanter le cantique de louange remerciant le Bon Dieu pour les bénédictions de ces trois dernières années.

Dans cette Edition:	page
Le Président Ndayishimiye remercie les chrétiens pour leurs prières	1
Foire made in Burundi: L'innovation au service des entreprises du Burundi	2
Les maisons de transfert monétaire vers l'étranger sont momentanément suspendues	2
La Ministre en charge des médias visite la RTNB	3
Le budget général de l'État pour l'exercice 2023/2024, est estimé à 3.952,9 milliards de BIF	3
Vers une nouvelle politique nationale de logement	4
L'Ambassadeur du Burundi à Addis Abeba présente ses lettres de créance	4
L'Ambassadeur du Burundi en la République de Slovaquie	5
L'Ambassadeur du Burundi en République Démocratique de Sao Tomé et Principe présente ses lettres de créance	5
La nouvelle Représentante permanente du Burundi présente ses lettres de Créance	6

“Je prie pour que le Bon Dieu règne dans notre pays, et que l'amour se manifeste dans tous les esprits. Ainsi vi-

vra-t-on dans un pays des bénédictions”, a conclu le Président Ndayishimiye. (www.presidente.gov.bi)

Foire made in Burundi: L'innovation au service des entreprises du Burundi



Le Vice-Président de la République du Burundi S.E Prosper Bazombanza a rehaussé de sa présence mercredi le 14

Jun 2023 à l'hôtel source du Nil les cérémonies du lancement officiel de la foire made in Burundi et le forum de partenariat académique public et privé édition 2023 sous le thème «La recherche et l'innovation au service des entreprises du Burundi.»

S.E Prosper Bazombanza a indiqué que cette foire vise à promouvoir la compétitivité des entreprises au Burundi, une occasion d'encourager les partenaires publics et privés à la promotion du secteur privé en participant plus activement dans la création des entreprises pour l'accroissement de l'économie nationale et en mettant

une expertise aux produits du Burundi.

Prosper Bazombanza interpelle le secteur privé à s'approprier de son rôle vital de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté.

Le Vice-Président de la République a fait savoir que pour arriver à la vision du Gouvernement du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060, « il nous faut maximiser l'exploitation rationnelle des ressources nombreuses dont regorge notre pays », a précisé Prosper Bazombanza.

Il a ajouté que ce parcours est rendu possible grâce à la combinaison des efforts pour développer la science, la recherche la technologie et l'industrialisation.

Étant donné que plus de 60% de la population qui vive au Burundi sont moins de 35 ans, le Vice-Président de la République S.E Prosper Bazombanza a indiqué que les jeunes sont au cœur de nos actions. Il a souligné qu'ils se sont déjà engagés dans la course parce que le développement du Burundi repose sur leurs capacités à entreprendre et être toujours innovant. (www.rtnb.bi)

Les maisons de transfert monétaire vers l'étranger sont momentanément suspendues



Le Premier Ministre Général de Police Gervais Ndirakobuca a tenu Lundi le 12 Juin 2023, au Palais Ntare Rushatsi, une réunion à l'endroit des responsables des bureaux de change et ceux de la Banque de la République du Burundi pour voir comment trouver des solutions aux différents défis qui se manifeste dans le domaine de l'échange monétaire.

Dans son mot d'introduction, le Premier Ministre a fait savoir que le travail de l'échange monétaire doit susciter beaucoup d'attention pour éviter de ruiner l'économie du pays. Pour cette question, il a invité tous les intervenants en matière de l'échange monétaire, de le faire conformément à la loi pour ne pas s'exposer à

des sanctions. Les responsables des bureaux de change qui trouvent que travailler conformément à la loi en la matière n'est pas facile, sont priés d'arrêter de travailler dans ce domaine de change monétaire. Après son mot introductif, la réunion s'est poursuivie à huis clos.

Le Porte-parole du Premier Ministre, Monsieur Moïse Nkurunziza, a fait savoir après ces échanges, qu'il a été constaté que les bureaux de change n'ont pas réalisé ce qu'ils devaient faire. Il a expliqué qu'au lieu de faire change monétaire, ils se sont adonnés à la collecte des devises, au lieu d'effectuer leur métier de changeur.

Il a expliqué que celui qui vient avec la monnaie étrangère trouve son change en monnaie locale, alors que celui qui vient avec la monnaie locale ne trouve pas de service en monnaie étrangère. Il a été aussi constaté que les soi-disant responsables des bureaux de change ne sont pas leurs vrais propriétaires. Pour toutes ces raisons, des mesures ont été prises à cette même

occasion.

Tout bureau de change, dans un délai ne dépassant pas trois jours, doit reconstituer son capital social de 500 millions fbu comme c'est le prescrit de la réglementation en la matière, parce que cet argent constitue une garantie. Il a été aussi décidé au cours de cette réunion que tout bureau de change qui ne pourra pas collecter et déclarer à la BRB, un montant de 50.000 de dollars ou d'euros chaque semaine sera fermé. Les maisons de transfert d'argent à l'étranger sont momentanément suspendues et que seules les banques commerciales

sont autorisées à faire ce travail.

Toute personne qui sera surprise en possession de cash de devise sans qu'elle ne se prépare pour un voyage à l'étranger ou qu'elle ne se dirige pas vers le bureau de change sera poursuivie. Les bureaux de change ouverts au nom de plus d'une seule personne doivent déposer le 12 juin 2023 à la BRB les documents justificatifs y relatifs.

Toutes les transactions commerciales faites sur le sol burundais doivent être réglées en monnaie locale, à l'exception du secteur des services, dont les hôtels, a précisé le porte-Parole du Premier Ministre. (ABP)

La Ministre en charge des médias visite la RTNB



Le Jeudi 15 Juin 2023, le Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias, Madame Léocadie Ndacayisaba a effectué une visite de travail à la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB) après des lamentations sur la qualité des prestations de cette institution publique pour voir ensemble avec les responsables des services, les actions concrètes à mener pour améliorer les pres-

tations. Après un briefing avec les Chefs des Départements, le Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias Madame Léocadie Ndacayisaba a visité la chaîne de production jusqu'à la diffusion à la télévision nationale.

Dans une réunion avec les responsables des services de la RTNB des défis ont été soulevés entre autres le système archaïque de diffusion, du matériel de production, des ressources humaines qui partent sans être remplacé, des salaires insuffisants qui occasionnent des départs. L'autre préoccupation du personnel de la RTNB est leur classification par type d'emploi dans la nouvelle politique salariale.

Le Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias Léocadie Ndacayisaba a promis de plaider auprès des autorités hiérarchiques en vue de résoudre les préoccupations émises par les travailleurs de la RTNB pour enfin améliorer les prestations et le bien-être des travailleurs. (www.rtnb.bi)

Le budget général de l'État pour l'exercice 2023/2024, est estimé à 3.952,9 milliards de BIF



Les dépenses totales de l'Etat passent de 2.392,3 milliards de BIF en 2022/2024 à 3.952,9 milliards pour l'exercice

2023/2024, soit un accroissement de 65,23% », a indiqué Monsieur Audace Niyonzima, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification au Développement. Il était l'invité de l'Assemblée Nationale, le Lundi 12 Juin 2023, pour s'exprimer sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'État, exercice 2023/2024, soumis aux députés pour analyse et adoption.

S'exprimant à propos de cette hausse de 65,23% des dépenses de l'État par rapport à l'exercice précédent,

Monsieur Niyonzima a expliqué qu'elle est due, d'une part, à l'augmentation de l'investissement sur les ressources nationales pour la mise en œuvre des projets prioritaires du Gouvernement. Une hausse qui est passée de 794,03 milliards de BIF pour l'exercice 2022/2023 à 1.058,9 milliards de BIF pour l'exercice 2023/2024. La hausse des dépenses courantes, est l'autre aspect qui a influencé la hausse des dépenses générales de l'État. À ce niveau, le Ministre en charge des finances a précisé ces dépenses courantes sont passées de 1.204,5 milliards de BIF pour l'exercice 2022/2023 à 2.027,8 pour l'exercice 2023/2024. Un accroissement de 68,3%.

Le Ministre en charge des Finances a, par ailleurs, démontré que les recettes et dons accusent une augmen-

tation de 46,9% par rapport à l'exercice précédent. Ces derniers « passent de 2.194,8 milliards de BIF pour l'exercice 2022/2023 à 3.224,07 de BIF pour l'exercice 2023/2024. Une hausse qui découle, selon lui, des « impacts budgétaires des nouvelles dispositions des recettes fiscales et non fiscales.

« Le déficit global de ce projet du budget général s'élève à 728,9 milliards de BIF contre 197,4 milliards de BIF en 2022/2023 », a estimé M. Niyonzima.

Le Ministre Audace Niyonzima a poursuivi en faisant savoir que le financement extérieur net s'élève à 148,1 milliards de BIF alors que le financement intérieur net est de 580,8 milliards de BIF. Et de conclure, que « le projet de loi du budget général de l'État pour l'exercice 2023/2024 se présente en équilibre ». (ABP)

Vers une nouvelle politique nationale de logement



Le Ministre en charge des logements sociaux Mr. Dieudonné Dukundane, a communiqué au public Mardi le 13 Juin 2023 sur la nouvelle politique de loge-

ment qui a été adoptée récemment par le conseil des Ministres.

Le Ministre en charge des infrastructures a fait savoir que pour le secteur du logement, les statistiques ont montré qu'à ce jour moins de 15% de la population vivant au Burundi habite dans les villes et villages. Il a ajouté que pour être dans la catégorie des pays émergent en 2040 qui est une vision du Gouvernement, ils se sont fixés l'objectif d'atteindre un taux d'urbanisation d'au moins 40% avec une population actuelle de 12 millions vivant au Burundi, moins de 1700 000 personnes habitent dans les villes.

Le Ministre Dieudonné Dukundane a fait savoir que parmi les défis qui ont empêché le Burundi à avoir un secteur développé figure entre autres la problématique foncière, le mécanisme de financement qui sont con-

traignants, les parcelles qui sont vendues avec des coûts élevés etc.

Le Ministre en charge des logements sociaux a précisé qu'on ne pourra pas continuer à construire de façon anarchique, que même les pays qui sont développés ont adopté la stratégie de construire des maisons en appartement d'où cette nouvelle politique nationale de logement avec des maisons qui seront construites en hauteur.

Le Ministre en charge des infrastructures Monsieur Dieudonné Dukundane, a indiqué que d'ici la fin de l'été de l'année 2023, ils espèrent débiter les activités de cette nouvelle politique nationale de logement et les acteurs qui sont impliqués dans cette politique sont : l'Etat, les institutions de financement, les sociétés de constructions, les acquéreurs et les prestataires de service.

Le Ministre des infrastructures a fait savoir qu'ils construiront des maisons de toutes les catégories, les maisons simples qui seront accessible et qui seront payées aux environs de 30 à 40.000.000, des maisons V.I.P et VVIP. Il a ajouté que la valeur de la maison dépendra aussi des prix des matériaux de construction sur le marché. (www.rtnb.bi)

L'Ambassadeur du Burundi à Addis Abeba présente ses lettres de créance

Le Mercredi 14 Juin 2023, l' Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Burundi à Addis Abeba Son Excellence Willy Nyamitwe est honoré d'avoir présenté à Son Excellence Salva Kiir Président de la République du Sud Soudan les lettres de créance par laquelle Son

Excellence Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi l'a nommé Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Burundi auprès de la République du Soudan du Sud, avec résidence à Addis-Abeba.

L'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire Willy Nyamitwe a transmis les salutations très chaleureuses de Son Excellence Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi.



Il a informé que le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye se réjouit de découvrir per-

sonnellement l'étendue de l'histoire et de la culture du Sud Soudan en effectuant une visite d'Etat au Sud Soudan à une date à venir convenu par la voie diplomatique.



Burundi et le Sud Soudan. Il a personnellement rassuré qu'il fera tout son possible pour continuer à bâtir sur les relations solides qui existent entre le Burundi et le Sud Soudan. (MAECD)

L'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire Willy Nyamitwe a déclaré au Président Salva Kiir qu'il entame son mandat avec une grande appréciation des relations solides qui existent entre le

L'Ambassadeur du Burundi en la République de Slovénie



Le Lundi 12 Juin 2023, l'Ambassadeur du Burundi en République de Slovénie

avec résidence à Rome, Son Excellence Esperance Ndayizeye a présenté ses lettres de créance à Son Excellence Natasa Pirc Musar, Présidente de la République de Slovénie.

L'Ambassadeur Esperance Ndayizeye a également présenté à Son Excellence Natasa Pirc Musar le Burundi et ses efforts pour le maintien de la paix et la stabilité dans la région et en Afrique.

Signalons que jusqu'à l'heure actuelle, le Burundi et la République de Slovénie n'ont pas encore eu des

relations diplomatiques entre eux. Toutefois, dans les perspectives d'avenir, comme la République de Slovénie est très active et engagée dans de bon nombre d'organisations internationales et régionales et joue un rôle significatif dans leurs activités, le Gouvernement du Burundi s'avère nécessaire d'approcher sa représentation permanente à New York afin de lui proposer l'établissement des relations diplomatiques avec la Slovénie sur base des principes de respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et cela dans le but de développer la coopération bilatérale dans les secteurs d'intérêts communs pour nos deux pays, tout en confirmant nos engagements portant sur les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies relatifs en particulier au respect et à la promotion de la Paix et de la Sécurité Internationales. (MAECD)

L'Ambassadeur du Burundi en République Démocratique de Sao Tomé et Principe présente ses lettres de créance



Le Mardi 13 Juin 2023, l'Ambassadeur de la République du Burundi en République Démocratique de Sao Tomé et Principe avec

Résidence à Kinshasa, Général de Brigade Agricole Mwamba Ntirampeba a présenté ses lettres de créance à Son Excellence Carlos Manuel VILA NOVA, Président de la République Démocratique de Sao Tomé et Principe.

L'Ambassadeur de République du Burundi en République Démocratique de Sao Tomé et Principe Son

Excellence Agricole Mwamba Ntirampeba a indiqué que la République Démocratique de Sao Tomé et Principe est un pays qui a un peuple hospitalier et ce pays a une destination touristique très attractive.

Signalons que jusqu'à l'heure actuelle, le Burundi et la République Démocratique de Sao Tomé et Principe n'ont pas encore eu des relations diplomatiques entre eux. (MAECD)

La nouvelle Représentante permanente du Burundi présente ses lettres de Créance



La Représentante Permanente de la République du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève Madame Elsa Nkerabirori a présenté, Mercredi le 14 Juin 2023 ses lettres de créances à Madame Tatiana Valovaya, Directrice Générale de l'Office des Nations Unies à Genève.

La Représentante Permanente de la République du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève est contente de ses nouvelles fonctions étant donné qu'elle était depuis avril 2023, Ambassadeur du Burundi en Suisse. Madame Elsa Nkerabirori a aussi signalé qu'en plus des fonctions qu'elle avait dans les domaines des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre, elle a été affectée à Genève en qualité de Conseiller-Attaché aux affaires juridiques.

Signalons aussi que la représentation de la République du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève date de longtemps. (MAECD)

Seule la collecte des produits alimentaires se fait au marché



Le lundi le 12 Juin 2023, le Gouverneur de la province Cankuzo Monsieur Boniface Banyiyezako a annoncé lors d'une réunion sur la sauvegarde de la récolte et de la lutte contre la fraude qu'il a tenue à l'endroit des administrateurs communaux et commerçants, que la collecte des produits alimentaires non périssables se fait au marché.

Lors de cette réunion, il a rappelé que chaque commerçant doit avoir du registre de commerce et du NIF pour contribuer à la construction du pays.

Quant à la sauvegarde de l'économie nationale, il a indiqué que le calendrier fixé de collecte des récoltes non périssables doit être respecté à partir du 20 Juin 2023.

Les commerçants grossistes et la quantité stockée devront être connus au niveau de l'administration, a précisé le Gouverneur. Il a ajouté que la conservation de ces produits pour être vendue plus tard au bénéfice excès-

sif est interdite.

Selon Monsieur Banyiyezako, en cas de non-respect de cette mesure, la quantité conservée sera partagée à la population.

Concernant ceux qui la vendent dans d'autres provinces, il a indiqué qu'ils doivent se munir d'une permission en provenance de la province de destination. Aussi, l'administration provinciale d'origine doit être au courant de la quantité transportée ainsi que de plaque d'immatriculation du véhicule de transport afin d'en informer l'administration de destination pour s'assurer si la quantité est arrivée en totalité.

Le Gouverneur de Cankuzo a également dit que la circulation avec des balances ou des gobelets dans différentes localités autres que le marché est interdite. Il en est de même pour les cas de vente avant la récolte communément appelés imigwazo. Il a également Interpellé les commerçants à couper court avec toute forme de fraude au cas contraire, ils seront exemplairement sanctionnés. (ABP)

Vers l'éradication de l'abattage illégal des animaux domestiques

Le Directeur du bureau provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et l'Élevage à Rutana, Monsieur Pierre Claver Bagorikunda, a tenu

Lundi le 12 Juin 2023, au chef-lieu de la province, une réunion à l'intention des responsables de l'agriculture et de l'élevage à tous les niveaux.

Dans son mot du jour, Monsieur Bagorikunda a déploré des cas d'abattage des animaux domestiques en dehors des abattoirs officiellement connus. Il a précisé que ces cas continuent à se manifester dans différentes localités de la province, notamment dans les communes de Rutana, Bukemba et Giharo. Il a appelé des bouchers qui font toujours cette pratique à en cesser, tout en invitant les administratifs de collaborer



avec les forces de l'ordre et de la sécurité pour se rassurer que tout abattage d'un animal domestique se fait dans le respect de la loi.

Le Directeur du bureau provincial de l'Environnement Bagorikunda a également rappelé toute la population de la province de Rutana de poursuivre l'appel du président de la République l'invitant à avoir un jardin de cuisine cultivé d'au moins vingt mètres carrés durant cette période d'été.

Il a aussi invité les Agriculteurs à bien préparer la saison culturale qui va bientôt commencer, et au traçage des courbes de niveau, afin de protéger leurs terres cultivables contre l'érosion. (ABP)

Descente de l'équipe des employés de la BRB pour l'échange des billets de banque en cours de retrait



L'équipe des employés de la Banque de la République du Burundi déployée en province Muramvya (centre-ouest) a débuté dans l'après-midi du Lundi le 12 Juin 2023, l'activité liée à l'échange des billets de banque de dix mille et de cinq mille francs en cours de retrait aux nouveaux billets de dix et cinq milles francs mise en circulation depuis

L'équipe des employés

de la Banque de la République du Burundi déployée en province Muramvya (centre-ouest) a débuté dans l'après-midi du Lundi le 12 Juin 2023, l'activité liée à l'échange des billets de banque de dix mille et de cinq mille francs en cours de retrait aux nouveaux billets de dix et cinq milles francs mise en circulation depuis

le 8 juin 2023.

Cette activité a été débutée au centre de négoce Nyakararo se trouvant en zone Mushikamo de la commune Rutegama. Comme l'a constaté l'ABP, la population faisait la queue dans l'attente d'être servie. L'échange se faisait jusqu'à cent mille francs.

Les bénéficiaires de ces nouveaux billets contactés saluent cette initiative de la BRB. Néanmoins, ils demandent que la BRB revienne à la hausse le plafond des retraits au lieu de fixer uniquement cent mille francs. Cela pour faciliter leurs affaires, surtout que certains sont des commerçants qui ont besoin des sommes importantes d'argent, ont-ils explicité. (ABP)

Les filles victimes des grossesses non désirées devraient être traitées de la même manière que les garçons dans la réintégration scolaire



Les longues périodes que les filles victimes des grossesses non désirées passent à la maison avant leur réintégration scolaire peuvent être des sources d'abandonner complètement l'école. A-t-on appris Mardi le 13 Juin 2023, lors d'un atelier de trois jours de la consultation des organisations de la société civile pour proposer les amendements des articles lacunaires du règlement scolaire de la réintégration scolaire des jeunes filles victimes des grossesses non désirées animé par la Réseau National Jeunes

Les longues périodes que les filles victimes des grossesses non désirées passent à la maison avant leur réintégration scolaire peuvent être des sources d'abandonner complètement l'école. A-t-on appris Mardi le 13 Juin 2023, lors d'un atelier de trois jours de la consultation des organisations de la société civile pour proposer les amendements des articles lacunaires du règlement scolaire de la réintégration scolaire des jeunes filles victimes des grossesses non désirées animé par la Réseau National Jeunes

vivant avec le VIH/SIDA(RNJ+), via son projet Right here Right now.

En effet, il s'observe des lacunes dans l'ordonnance ministérielle No 620/1078 du 19.6.2020 portant révision de l'ordonnance ministérielle No 610/1076 du 17.7.2017 portant harmonisation du règlement scolaire pour les écoles préscolaires, fondamentales et post-fondamentales publiques et privées.

Dans les articles 27 et 35, il est énuméré les fautes qui méritent un renvoi pour le reste de l'année scolaire en cours mais ils ne montrent pas le processus de réintégration. De plus, l'ordonnance ministérielle No620/1078 du 19.6.2020 portant révision de l'ordonnance ministérielle No610/1076 du 17.7.2017 portant harmonisation du règlement scolaire pour les écoles préscolaires, fondamentales et post-fondamentales

publiques et privées présente une sorte de discrimination basée sur le genre dans ses articles 70 et 71.

Mme Kelly Remesha, une femme juriste, a fait remarquer que l'article 70 précise que la fille victime de la grossesse non désirée réintègre l'école dans un autre établissement dès que l'enfant aura au moins 12 mois alors que l'article 71 autorise le garçon qui a engrossé la fille de réintégrer dans un la rentrée scolaire suivante.

Selon Mme Kelly Remesha, ces articles violent la constitution de la République du Burundi qui dit que les hommes naissent libres et égaux en droit et en dignité pour dire que la fille devrait réintégrer elle aussi l'année

scolaire suivante.

Lors du débat ouvert, les participants souhaitent l'harmonisation du processus de réintégration scolaire pour tous. Pour eux les 12 mois que la fille doit attendre après l'accouchement est une longue période qui peut causer le désintéressement et l'abandon définitif de l'école. Sur la demande des parents de la fille, celle-ci peut réintégrer durant la rentrée scolaire suivante comme le garçon.

En outre, l'obligation de changer l'établissement lors de la réintégration constitue aussi un défi majeur que ça soit pour le garçon que pour la fille victimes de la grossesse non désirée. Ces derniers peuvent souffrir pendant la recherche de la même section qu'ils fréquentaient. **(ABP)**

Un test d'ADN, le seul moyen sûr pour éradiquer le qualificatif de père inconnu



Le 17 Juin 2023, le Directeur national adjoint de Solidarité de la Jeunesse pour la Paix et l'Enfance (SOJEPAE-Burundi), Monsieur David Ninganza a indiqué, lors d'un atelier de trois jours organisé à Bujumbura par le Réseau national des jeunes vivant avec le VIH/Sida (RNJ+) en vue de plaider pour les jeunes filles victimes des grossesses non désirées pendant la réintégration scolaire, que naître des pères inconnus n'est pas la faute des enfants.

Selon Monsieur Ninganza, la responsabilité est assignée au Gouvernement d'une part et de la communauté d'une autre part. Il s'observe ces derniers jours un grand problème dans la recherche de la paternité. Pour Monsieur Ninganza, c'est une honte pour le Gouvernement qu'il y a, des enfants de pères inconnus. L'Etat est dans le besoin d'introduire le plutôt possible

un test d'ADN dans tous les districts sanitaires et à un prix abordable pour faciliter les familles à identifier les auteurs des grossesses non désirées. C'est le seul moyen sûr pour ne plus déclarer certains enfants de pères inconnus.

Le Consultant-éducateur de la coalition Bafashebigye, Monsieur Cassier Gashirahamwe aborde dans le même sens. Pour lui, il y a même des Haut fonctionnaires auteurs des grossesses mais qui ont peur d'être révoqués et punis d'une servitude pénale. Dans ce cas, ils font le tout possible pour que les grossesses soient attribuées aux élèves copains qui n'ont pas la capacité de refuser sans oublier qu'ils sont punis seulement par le règlement scolaire.

Mme Kelly Remesha, la femme juriste a enrichit disant que la justice burundaise devrait traiter minutieusement les dossiers des grossesses non désirées en milieu scolaire et punir les auteurs conformément à la loi sans distinction aucune. **(ABP)**

Le programme PAIOSA a contribué au développement de l'agriculture



Le Vendredi le 15 Juin 2023, le Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole du Burundi (PAIOSA) a organisé, au chef-lieu de la province Kirundo (nord du Burundi), une réunion de présentation des réalisations de ce pro-

gramme. Cette réunion visait aussi la remise de ces réalisations à l'administration et aux services techniques du bureau provincial de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (BPEAE).

Le PAIOSA qui a passé onze ans dans cette province s'est focalisé sur l'intensification de l'agriculture dans les communes Kirundo, Ntega, Busoni et Bugabira.

Le Chef de bureau Monsieur Bernard Bizoza a fait savoir qu'on a formé pas mal d'agriculteurs sur les techniques

agricoles pour intensifier la culture du bananier, du maïs, du haricot, du riz, etc, ainsi que sur la revalorisation des bassins versants. L'autre objectif était de faire en sorte que les voisins des bénéficiaires puissent adopter ces techniques agricoles, les bénéficiaires du programme ayant été recommandés de vulgariser ces techniques apprises auprès de leurs voisins. Monsieur Bizoza n'a pas manqué de faire savoir que ce programme a, en outre, montré aux bénéficiaires, l'importance de mettre en commun leurs propriétés pour des cultures en bloc, afin qu'ils puissent pratiquer ces techniques en même temps et bénéficier facilement les intrants agricoles.

Les bénéficiaires du programme ont témoigné que le programme PAIOSA leur a inculqué des connaissances qui leur ont permis de hausser la production. L'un d'entre eux a témoigné qu'il récoltait 80 kilogrammes de haricot, mais après avoir appris

ces techniques, il est à mesure de produire 250 kilogrammes dans la même propriété. L'autre qui a investi dans la culture des bananiers sur 5 hectares a indiqué qu'il a, aujourd'hui, un revenu mensuel d'environ un million, et qu'il a bénéficié d'une unité de transformation des bananes pour en tirer des boissons.

Le Conseiller du Gouverneur chargé du développement, Mme Virginie Cimpaye a salué les réalisations du programme PAIOSA et a recommandé aux bénéficiaires du programme, de vulgariser les techniques apprises, chez leurs amis et voisins, même dans d'autres communes, afin de faire face à la famine et à la pauvreté, tout en passant à la vision du Gouvernement, du pays émergent en 2040 et développé en 2060. La veille de cette réunion, les agents du PAIOSA ont visité les réalisations aux administratifs et les services techniques du BPEAE, installées dans les communes Kirundo et Busoni. Enfin, les meilleurs agriculteurs ont bénéficié des différents prix. **(ABP)**

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi